

# Maputo : ne faisons pas la fine bouche

Tribune – Opinions - Ndimby A. 10/08/09

J'avais fait état de mon pessimisme concernant ce qu'il fallait attendre de Maputo, sur la base de ma méfiance innée et acquise envers la classe politique malgache. Apparemment, j'ai eu tort. Car un accord a finalement été obtenu à l'issue de quatre jours de négociations dans la Capitale mozambicaine. Maintenant, il faut savoir que l'essentiel n'est pas la signature d'un accord, mais son application. L'Histoire rengorge d'accords de paix signés puis violés, et rien ne prédispose à croire que les politiciens malgaches soient particulièrement des hommes de parole. On verra donc s'il fallait croire trop en Maputo.

La transition durera donc 15 mois à compter de la date de signature (9 août), durant lesquels les élections législatives et présidentielles seront organisées. Cela satisfera les concepteurs de la Convention de Panorama. Le schéma de répartition du gâteau (un PM, 3 vice-PM) est entériné. Didier Ratsiraka a obtenu son annulation. Marc Ravalomanana ne prendra pas part personnellement à la gestion de la transition. Cela satisfera les chefs militaires. Mais il devra attendre une éventuelle décision du Congrès de Transition qui devra statuer sur les « crimes de sang », avant de voir la suite des vellétés de poursuite au sujet des évènements du 7 février.

## Le perdant et les gagnants

La phraséologie officielle affirme qu'il n'y a eu ni vainqueur ni vaincu lors de ces Accords, mais que c'est le peuple malgache qui est le gagnant de Maputo. Mais au-delà de cette assertion qui sent bon la Pravda, les leaders des quatre mouvances s'en sortent quand même de manière différente.

On saluera toutefois le véritable sens de l'État et le patriotisme de Marc Ravalomanana, dont la position initiale était un facteur de blocage à la conclusion d'un compromis. En acceptant finalement de ne pas chercher à revenir au pouvoir dans l'immédiat, Marc Ravalomanana a sauvé la possibilité d'un accord à Maputo. Il est donc *a priori* le grand perdant de ces accords, et on ne sait comment la foule de Magro, nourrie quotidiennement du « *fiverenan'i Dada* », va réagir. Toutefois, le blanchiment de son dossier pénal est quand même un point appréciable pour celui qui fut condamné (au nom de l'indépendance de la Justice !) pour cautionner un des chevaux de bataille du coup d'Etat : l'achat du Air Force One number Two. C'était certainement une décision dispendieuse et stupide, mais à notre connaissance la stupidité n'est pas encore un motif de condamnation, sinon la Place du 13 mai n'aurait pas connu une telle affluence durant le premier trimestre, et les couloirs des Palais de la République seraient actuellement bien dégarnis.

Si l'*ego* de Ravalomanana a accepté une telle concession par rapport à ses ambitions initiales, on peut envisager que son rival Rajoelina a également mis des propositions sur la table pour faire fléchir l'ancien Président. L'hypothèse est donc que Rajoelina a annoncé qu'il ne sera finalement pas candidat aux futures présidentielles. Pour certains observateurs, la nomination d'Edgar Razafindravahy au poste de PDS d'Antananarivo est d'ailleurs un signe : cet homme d'affaires discret mais talentueux, auquel on prête une ambition politique, ne se serait pas vu offrir un tel tremplin en or vers la présidentielle, sans la bénédiction de Rajoelina. Car l'expérience montre que la Mairie de la Capitale est un plateau de rêve pour construire une ambition nationale, que ce soit par la voie électorale ou en s'appuyant sur des mouvements de rue. Razafindravahy serait-il dont le candidat de Rajoelina ? L'avenir nous le dira. En tous cas, Monja Roindefo doit faire la moue, lui qui se voyait déjà adoubé candidat d'Etat.

Pour en revenir à Maputo, Andry Rajoelina en est le grand vainqueur. Les Accords de Maputo tirent beaucoup de leur essence de la Convention de Panorama signée par les pro-HAT il y a une semaine. L'institutionnalisation de la transition, fondée maintenant du point de vue du droit international sur la Charte de Maputo, va lui permettre de recouvrir ses habits de putschiste d'un manteau plus respectable de chef d'Etat. Et la durée acquise de la transition lui permettra donc de réaliser finalement pendant un total de 20 mois (15 + 5 depuis Mars) son rêve d'adolescence : se faire appeler « Monsieur le Président » par ceux qui le souhaitent. Parmi les possibilités qui s'ouvrent à Monsieur Rajoelina grâce à l'Accord de Maputo, sa participation à la prestigieuse Assemblée générale des Nations unies, qui réunit annuellement les grands de ce monde au mois de Septembre. Y participer et se faire donner du « Monsieur le Président » par des

personnes comme Barack Obama, Nicolas Sarkozy, Ban Ki Moon ou autres : quelle revanche pour celui qui n'était encore, il y a quelques années de cela, que le DJ en vogue des soirées d'Antananarivo.

Ratsiraka sort également grand vainqueur de ces Accords, car son retour pour vivre ses vieux jours est rendu possible. Toutefois, l'Armée a aussi montré qu'on doit compter avec elle. Ayant une fois de plus montré ses dents avant le début de Maputo, elle ne peut qu'être heureuse de voir que tout le monde a obtempéré à son coup de semonce verbal. Sans doute personne ne voulait prendre le risque de se retrouver en face des canons de ceux qui ont la gâchette facile (comme Haja la bouquiniste), ou se faire menacer par le barman de service de devoir boire des jus très naturels dans certains camps militaires.

Quant à Albert Zafy, on ne sait pas encore quel poste il occupera, mais quel que soit ce poste, il le méritera pour son abnégation et son combat pour la réconciliation. Si Marc Ravalomanana l'avait écouté depuis 2002, il n'en serait peut-être pas là, et nous aussi. C'est sans doute celui qui avait le moins d'intérêt personnel à gagner à Maputo, et celui qui a pensé véritablement à l'intérêt supérieur de la Nation. Quant aux autres, on mettra cela en doute, surtout quand on compte le nombre d'emplois perdus à cause du coup d'Etat.

### **Un Accord inachevé**

Sur les autres sujets liés à la crise on n'en saura pas plus, du moins pour l'instant. Le chef de gouvernement : les manoeuvres de Monja Roindefo pour s'accrocher à son fauteuil ont-elles réussi ? Le carnage du 7 février 2009, organisé dans le but de fabriquer des martyrs pour la cause de la révolution orange, sera-t-il jugé ? Les mutins vont-ils se remettre dans le droit chemin de la règle militaire, puisque leur grande crainte s'estompe : apparemment personne ne leur demandera des comptes sur leurs motivations les plus sonnantes, sinon trébuchantes ? Les arrestations arbitraires, intimidations et autres manoeuvres pour motifs fallacieux contre les leaders légalistes vont-elles cesser ? On pense notamment aux députés, à Ihanta Randriamandranto et surtout à ces cinq technocrates contre lesquels une cabale a été montée pour les accuser de commanditer des attentats à la bombe. Parmi les prétextes utilisés, des aveux qu'un des poseurs de bombe aurait fait avant de mourir. Heureusement que cet énergomène, victime de la bombe qu'il devait poser, n'a pas avoué lire régulièrement la Bible : nos zélés enquêteurs en auraient profité pour accuser Jésus d'être le commanditaire de ces actes.

Mais malgré tout, ne faisons pas la fine bouche sur l'Accord de Maputo. Dans de telles négociations, on s'attache à résoudre les grands problèmes, en espérant que les petits soucis s'arrangeront d'eux-mêmes. La question résidera donc dans la mise en oeuvre, car ce n'est pas tout de l'avoir signé, encore faut-il l'appliquer. Et là, la partie n'est pas gagnée d'avance. Le processus devra donc être accompagné par la Communauté internationale. Lors de sa conférence de presse à Ivato, Andry Rajoelina a montré une certaine maturité dans ses réponses, certainement acquise à la fréquentation de personnes ayant une stature d'homme d'Etat lors de son séjour à Maputo. Cela doit le changer de ses fréquentations habituelles du 13 mai, d'Ambohitsirohitra et d'Iavoloha. Mais on sait aussi que l'homme est sous l'influence de dinosaures, faucons et écrevisses marbrées (en treillis, ou non). Restera donc à voir si ses bonnes dispositions d'esprit se maintiendront.

L'Accord doit encore donner lieu à des marchandages de sièges pour remplir les institutions de la Transition, et donc à des négociations. Il y a donc encore beaucoup de sujets qui fâchent qui doivent être discutés, et qui ont été laissés de côté à Maputo. Les possibilités de clash existent donc encore, même si personne ne le souhaite. Les politiciens Malgaches seront-ils capables de s'arranger entre grandes personnes, ou bien faudra-t-il encore rappeler Joaquim Chissano et son équipe pour superviser le règlement des détails ? Car depuis six mois, on ne peut que mettre en doute la capacité de la classe politique à trouver un consensus sans y être forcée par la Communauté internationale. Et on doute fort que les robinets vont s'ouvrir dès cette semaine. La bonne volonté du pouvoir de transition, des bidasses de sa garde prétorienne et des fabricants de commanditaires de terrorisme sera donc mise à l'épreuve.

Soulignons cependant que le problème fondamental n'est pas la signature de l'Accord de Maputo, le numéro de la République (IIIème, IVème ou 25ème), la Constitution qui sera votée, les hommes ou femmes qui seront nommés aux postes de responsabilité. Car le plus important depuis le retour du pays à l'Indépendance, c'est le manque de sens que l'on accorde à des mots qui devraient pourtant avoir une connotation sacrée : République, Constitution, citoyenneté, voix du peuple (ce qui est différent des croisements de la foule).

Il faut donc réfléchir à une refondation de la République et de la Nation malgache, à la reconstruction d'une citoyenneté basée sur des vertus et des valeurs, et à la mise en place de règles respectées et respectables pour le « vouloir vivre ensemble ». Sans cela, nous serons toujours à la merci de personnes qu'aucun scrupule n'empêchera de faire un coup d'Etat, avant d'utiliser la réalité du terrain pour s'imposer dans un mauvais accord qui vaut toutefois mieux qu'une bonne guerre civile.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Maputo-ne-faisons-pas-la-fine,12477.html>